

La Fef veut revoir la réforme des bourses d'études

■ Les étudiants demandent la suppression du plancher de revenus.

Jean-Claude Marcourt
Ministre PS de l'Enseignement
supérieur.

Près de 32 000 étudiants sont encore en attente d'une réponse à leurs demandes d'allocations. Un retard qui est dû, selon la Fédération des étudiants francophones (Fef), à un manque de clarté dans la réforme des bourses d'études.

Pour rappel, le système a été revu cet été et depuis cette année scolaire, les étudiants ne sont plus tenus de réussir pour obtenir leurs bourses. Une avancée positive pour ceux-ci. Mais à l'heure actuelle, des manquements ont été relevés par la Fef. Après la mise en place de la réforme, "au vu des nombreux témoignages, nous nous sommes rendu compte qu'il y avait des failles", nous indique Maxime Mori, président de la Fef. L'association souhaite donc une plus ample réflexion de la part du ministre de l'Enseignement supérieur, Jean-Claude Marcourt (PS).

De nombreuses demandes de modification seront exposées ce vendredi au ministre, comme le retrait du principe de globalisation des revenus de tous les individus vivant sous le même toit mais aussi le retrait du plancher de revenu. "Une injustice", selon Maxime Mori. La réforme prévoit en effet que des familles ne gagnant pas suffisamment ne peuvent pas bénéficier d'aide financière. Comme l'expliquait le cabinet du ministre dans "Le Soir" du 14 janvier, "il est impossible de vivre en dessous de ce plancher".

Pas assez de revenus pour avoir une bourse

Pourtant, c'est le cas de la famille de Clara et Guillaume (prénoms d'emprunt), que "La Libre" a contactée. Clara est en 2^e master et Guillaume en 1^{er} bac. Le papa des deux jeunes est indépendant et depuis quelque temps, il se trouve dans une situation difficile et ne perçoit plus de revenus. C'est la mère, employée à mi-temps, qui est donc la seule source d'argent de la famille. Une bourse d'étude leur a toujours été octroyée depuis le début de leurs études mais aujourd'hui c'est terminé car leurs revenus sont inférieurs au plancher fixé.

Selon la nouvelle réforme, la famille a donc trop peu de revenus pour pouvoir bénéficier d'une bourse. "Je suis complètement sciée, on interrompt l'aide quand on est en difficulté, c'est contraire au sens de la bourse. J'ai le souffle coupé", nous explique la maman. Celle-ci a depuis envoyé un courrier à la Fédération Wallonie-Bruxelles et au ministre Marcourt. Elle attend toujours des réponses.

La famille de Clara et Guillaume n'est pas la seule à se trouver dans ce cas. "Certaines familles étaient aidées et elles ne le sont plus aujourd'hui. Elles sont exclues de ce système d'aide car on a changé les règles", dénonce Delphine Chabbert de la Ligue des familles.

M.M. (st)